

Africa50: Une «tontine» des infrastructures

- Africa50 prend officiellement ses clés de locataire à CFC
- Le fonds rassemblera des capitaux privés et publics
- Les projets seront sélectionnés en fonction de leur degré de rentabilité

tinée exclusivement au financement des projets d'infrastructures nationaux et internationaux en Afrique. Elle démarrera avec un capital initial de 3 milliards de dollars. L'objectif, dans les trois prochaines années, est d'atteindre 10 milliards de dollars. Pour ce faire, Africa50 n'exclut pas des levées de fonds sur les différentes places financières du continent. Le mécanisme de financement adopté reste simple sur le papier: regrouper des capitaux privés et publics sous forme de prises de participations, afin de financer des projets d'infrastructures à long terme, exclusivement sur le continent. «Les projets seront sélec-



Africa50 élit officiellement domicile à CFC. La place financière s'assure une bonne visibilité sur le continent et se positionne en hub. Saïd Ibrahimî scelle une alliance gagnante avec la BAD. (De gauche à droite: Saïd Ibrahimî, directeur CFC, Charles Boamah, vice-président finances de la BAD, Tas Anvaripour, CEO d'Africa50, Kalidou Gadio, conseiller juridique BAD, et Yacine Fall, représentante BAD Maroc) (Ph. Khalifa)

C'EST la première fois que le Partenariat public-privé se mobilise à une telle envergure pour servir les besoins en infrastructures du continent. L'Africa50 prend officiellement ses quartiers à Casablanca Finance City (CFC), et précise un peu plus ses missions et son mécanisme de fonctionnement. Cette plateforme d'investissement – portée par la Banque africaine de développement mais totalement autonome dans l'opérationnel – est des-

tionnés sur la base de leur valeur ajoutée à l'économie, en termes d'amélioration de points de croissance, mais également sur les impacts socio-économiques à favoriser», explique Tas Anvaripour, CEO d'Africa50.

Le tour de table du fonds est consti-

domaines. En fait, si les infrastructures énergétiques sont nécessaires au développement industriel du continent, le transport et la logistique demeurent essentiels à la circulation des personnes et des biens, ainsi qu'à l'intégration économique régionale. «Nous nous intéresserons bien

CFC panafricaine

CASABLANCA était en compétition avec une dizaine de pays pour abriter le siège d'Africa50. Pour les responsables de CFC, le choix de la place financière casablancaise est un pas important vers ses ambitions panafricaines. Des pôles financiers très prometteurs comme Johannesburg, Tunis et Abidjan étaient dans la course. Casablanca a convaincu par sa position stratégique entre le continent et le reste du monde, ainsi que par les dispositions prises dans la loi de Finances 2014. CFC décroche ainsi sa première «victoire» à l'international qui renforce davantage son positionnement parmi les places financières de référence du continent. Une carte sur laquelle Saïd Ibrahimî et son équipe peuvent jouer pour concrétiser les ambitions de leadership continental. □

tué de trois catégories d'actionnaires: les Etats membres, les investisseurs privés (Banques, fonds d'investissement...) et les entreprises publiques et parapubliques (banques centrales, notamment). Le facteur «rentabilité» sera évidemment nécessaire à l'attractivité du fonds. Promouvoir la participation du privé dans le financement des infrastructures en Afrique est l'un des plus gros challenges. Le financement public ayant désormais atteint ses limites. Les capitaux privés sont en effet encore très peu investis dans les grands projets d'infrastructures du continent.

Si tous les types de projets d'infrastructures sont éligibles, le fonds compte prioriser les secteurs de l'énergie et des transports. Ce choix est évidemment orienté par les besoins en infrastructures des pays africains dans ces deux

sûr à d'autres secteurs d'activité. Mais la nécessité d'influer très vite sur la croissance du continent nous a poussé à placer l'énergie et le transport en priorités», explique Charles Boamah, vice-président Finances de la BAD. Ce dernier précise que le continent perd 2 points de croissance chaque année du fait de son déficit en infrastructures. Les besoins en financement pour satisfaire ce déficit sont estimés à quelque 100 milliards de dollars. Aujourd'hui, seuls 50 milliards de dollars sont mobilisables en capitaux d'investissement destinés aux infrastructures. □

S. F.